



Communiqué de presse - 23/06/2023

Etiquetage environnemental : les ONG environnementales et le collectif En Vérité remettent leur pétition au Ministère.

Hier, jeudi 22 juin, le Réseau Action Climat, CIWF France, France Nature Environnement, Noé et le collectif En Vérité ont remis la pétition “Exigeons un véritable étiquetage environnemental des produits alimentaires” au Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires, et ont pu échanger avec la Secrétaire d’Etat en charge de l’écologie Bérangère Couillard, ainsi que ses services.



La pétition est soutenue par 36 organisations et signée par plus de 85 000 citoyen.nes.

Au vu de l'urgence climatique et écologique, il est nécessaire d'enclencher une réelle évolution de nos systèmes agricoles. L'alimentation est l'un des moyens d'influencer profondément ces changements et l'étiquetage environnemental doit permettre à nos consommations de jouer ce rôle. Les citoyen.nes doivent néanmoins pour cela être correctement informé-es des impacts de leurs consommations alimentaires.

Les demandes de la pétition remise au ministère visent notamment à garantir que cet étiquetage permette un accès transparent à l'information sur l'emballage au moment de l'achat ; cette information est attendue par plus de 85 % des consommateurs. Les organisations requièrent qu'il couvre les principaux enjeux de la transition agroécologique : climat, biodiversité, modes d'élevage etc. Les organisations souhaitent également que l'étiquetage environnemental permette de comparer les produits entre familles (exemple : pomme vs. steak) mais aussi au sein d'une même catégorie (exemple : œuf issu d'élevage en plein air vs. œuf issu d'élevage cages).

Les organisations présentes ont demandé des garanties à Bérangère Couillard afin que les exigences de la pétition soient prises en compte dans l'élaboration du futur dispositif gouvernemental. De plus, elles ont rappelé qu'elles attendent une vision politique forte pour éclairer l'ambition portée par cet étiquetage.

La ministre s'est montrée déterminée à aboutir sur un dispositif ambitieux. Elle a affirmé vouloir porter un outil au service de la transition du système agricole actuel et qui aurait un impact direct sur les choix alimentaires des consommateurs.

Le dispositif envisagé par le cabinet de la ministre et par les services du ministère se déploierait initialement sur la base du volontariat, avant d'être rendu obligatoire à terme. Après une phase de cadrage juridique à l'automne, le ministère souhaite déployer le dispositif au 2ème semestre de 2024.

Les organisations présentes soutiennent les démarches portées par la ministre et ses services, et encouragent les réflexions en cours. Elles enjoignent ces derniers à encadrer le dispositif de façon cohérente et rigoureuse afin de permettre le déploiement d'un étiquetage efficace et compréhensible pour les consommateurs et les consommatrices. Cet étiquetage est une chance historique d'accélérer enfin la transition alimentaire, indispensable à la résilience de nos territoires, à notre santé, à celle des animaux et de l'ensemble des écosystèmes.

